

Lightspeed annonce ses résultats financiers du troisième trimestre de l'exercice 2022

Hausse de 165 % sur 12 mois des produits des activités ordinaires pour le troisième trimestre, à 152,7 M\$

Croissance de 124 % sur 12 mois du VTB du troisième trimestre, à 20,4 G\$

*Croissance interne sur 12 mois des produits des abonnements et du traitement des transactions
de 74 % au troisième trimestre*

Lightspeed présente ses résultats en dollars américains et conformément aux IFRS

MONTREAL, le 2 février 2022/CNW Telbec/ – Lightspeed Commerce Inc. (« Lightspeed » ou la « Société ») (TSX : LSPD) (NYSE : LSPD), fournisseur de plateforme commerciale centralisée destinée aux commerçants du monde entier qui permet de simplifier et de développer l'expérience client et de la rendre exceptionnelle, a annoncé aujourd'hui ses résultats financiers pour le trimestre et la période de neuf mois clos le 31 décembre 2021.

Faits saillants financiers du troisième trimestre

(À moins d'indication contraire, la période comparative est le trimestre clos le 31 décembre 2020.)

- Total des produits des activités ordinaires de 152,7 M\$, en hausse de 165 %.
- Produits tirés des abonnements de 68,6 M\$, en hausse de 123 %.
- Produits tirés du traitement des transactions de 75,8 M\$, en hausse de 249 %.
- Perte nette de (65,5) M\$, contre une perte nette de (42,7) M\$. Après ajustement pour tenir compte de certains éléments, tels que les coûts liés aux acquisitions et la rémunération à base d'actions, la perte ajustée[1] s'établissait à (9,9) M\$, ou (0,07) \$ par action[1], ce qui représente une amélioration du pourcentage des produits des activités ordinaires[1] de (15,9) % à (6,5) %.
- BAIIA ajusté[1] : perte de (7,1) M\$, soit des produits des activités ordinaires[1] de (4,7) % comparativement à (11,4) %.
- Au 31 décembre 2021, la trésorerie et les équivalents de trésorerie non soumis à restrictions de Lightspeed se chiffraient à environ 1,0 G\$.

Lightspeed a mené à terme l'acquisition d'Ecwid au cours du trimestre. Le tableau ci-dessous présente un rapprochement de certaines mesures financières trimestrielles et de certains indicateurs de rendement clés pour les activités courantes de Lightspeed et celles de cette société nouvellement acquise.

Résumé du troisième trimestre	Lightspeed	Ecwid	Données consolidées
Total des produits des activités ordinaires (M\$)	144,9 \$	7,8 \$	152,7 \$
VTB (G\$)[2]	19,8 \$	0,6 \$	20,4 \$
Emplacements clients[2]	~159 000	~156 000	~315 000
RMPU[2]	290 \$	16 \$	155 \$

[1] Mesure non conforme aux IFRS. Se reporter à la rubrique « Mesures non conformes aux IFRS » et au rapprochement à la mesure IFRS la plus directement comparable du présent communiqué.

[2] Indicateur de rendement clé. Se reporter à la rubrique « Indicateurs de rendement clés ».

[3] Dans les présentes, les mentions de la croissance « interne » ne tiennent pas compte de l'incidence des acquisitions réalisées depuis la clôture de la période correspondante de l'exercice précédent de manière à fournir une même base de comparaison. Pour plus de clarté, lorsqu'une acquisition a eu lieu au cours du trimestre correspondant de l'exercice précédent, l'apport de cette acquisition pour le trimestre considéré est inclus aux fins du calcul de la croissance interne uniquement dans la mesure où il s'agit des mêmes mois que ceux du trimestre correspondant de l'exercice précédent.

Dans un communiqué distinct, la Société a annoncé aujourd’hui que le conseil d’administration de Lightspeed a nommé au poste de chef de la direction l’actuel président J.-P. Chauvet avec prise d’effet immédiate. À ce titre, M. Chauvet sera directement responsable de la croissance soutenue ainsi que de l’élaboration et du déploiement des stratégies de Lightspeed. Dax Dasilva, fondateur et chef de la direction de longue date, demeurera au service de Lightspeed et occupera le nouveau rôle de président-directeur du conseil d’administration. Dans ses nouvelles fonctions, M. Dasilva collaborera avec M. Chauvet et le conseil d’administration afin d’établir l’orientation stratégique de la Société, en mettant l’accent sur la promotion des activités de Lightspeed et ses initiatives de durabilité à l’échelle mondiale par la sensibilisation des parties prenantes, la satisfaction de la clientèle, la responsabilité sociale d’entreprise, ainsi que sur les initiatives de diversité, d’équité et d’inclusion. En outre, dans le cadre de cette transition, Patrick Pichette, actuel président du conseil d’administration, deviendra le principal administrateur indépendant du conseil. Se reporter au communiqué de presse publié aujourd’hui pour de plus amples renseignements.

« Propulsés par les principales capacités omnicanales de Lightspeed, nos clients ont fait preuve d’une résilience exceptionnelle, affichant une croissance presque deux fois supérieure à la moyenne du secteur[4], a déclaré J.-P. Chauvet, chef de la direction de Lightspeed. La plateforme infonuagique moderne de Lightspeed offre encore une énorme valeur ajoutée aux commerçants de nos marchés cibles, comme le démontre notre VTB robuste du trimestre. »

« Lightspeed a connu un autre trimestre solide, affichant une croissance interne des produits tirés des logiciels et des transactions de 74 %, a déclaré Brandon Nussey, chef des finances et de l’exploitation. Nous bénéficions toujours de la diversité de notre clientèle et des nombreux leviers de croissance de notre modèle d’affaires, ce qui nous assure de la longévité à long terme de notre modèle de croissance. »

Faits saillants opérationnels

- Les produits des activités ordinaires ont totalisé 152,7 M\$, en hausse de 165 % sur 12 mois, en raison notamment d’une forte croissance interne[3] et des produits des activités ordinaires de 25,9 M\$ liés aux récentes acquisitions de Vend, de NuORDER et d’Ecwid.
- Les produits tirés des abonnements et du traitement des transactions ont augmenté de 175 % sur 12 mois pour s’établir à 144,4 M\$, du fait notamment d’une forte croissance interne et des récentes acquisitions de Vend, de NuORDER et d’Ecwid. La croissance interne des produits tirés des abonnements et du traitement des transactions s’est établie à 74 % sur 12 mois.
- Les produits tirés des abonnements, qui s’élèvent à 68,6 M\$, ont augmenté de 123 % sur 12 mois et ont bénéficié des récentes acquisitions d’Ecwid, de NuORDER et de Vend, ainsi que du nombre croissant d’emplacements clients, qui totalisait environ 315 000 à la clôture du trimestre, soit une augmentation de 174 % sur 12 mois. Compte non tenu de la récente acquisition d’Ecwid, le nombre d’emplacements clients a augmenté à plus de 159 000 emplacements, contre approximativement 115 000 emplacements au trimestre correspondant de l’exercice précédent. La croissance des produits tirés des abonnements a également été favorisée par un nombre accru de clients adoptant plusieurs modules logiciels.

[3] Dans les présentes, les mentions de la croissance « interne » ne tiennent pas compte de l’incidence des acquisitions réalisées depuis la clôture de la période correspondante de l’exercice précédent de manière à fournir une même base de comparaison. Pour plus de clarté, lorsqu’une acquisition a eu lieu au cours du trimestre correspondant de l’exercice précédent, l’apport de cette acquisition pour le trimestre considéré est inclus aux fins du calcul de la croissance interne uniquement dans la mesure où il s’agit des mêmes mois que ceux du trimestre correspondant de l’exercice précédent.

[4] En 2021, aux États-Unis, les clients du secteur de la vente au détail de Lightspeed ont vu le VTB de magasins comparables augmenter de 35 % par rapport à 2020, comparativement à une croissance moyenne des ventes de 18 % dans le reste du secteur. Le VTB de magasins comparables permet de comparer le VTB des emplacements clients de Lightspeed partout dans le monde qui étaient pleinement opérationnels pour la période du 1^{er} janvier au 31 décembre des années civiles 2020 et 2021. Les moyennes sectorielles sont tirées des plus récentes données disponibles du recensement américain de 2021. Se reporter à notre communiqué de presse du 12 janvier 2022 pour de plus amples renseignements.

- Les produits tirés du traitement des transactions se sont établis à 75,8 M\$, pour une hausse totale de 249 % sur 12 mois. Cette solide performance est attribuable à la croissance soutenue du VTB et au traitement d'une partie de plus en plus importante de ce VTB au moyen des solutions de paiement de la Société. En ce qui concerne les solutions de paiement pour lesquelles Lightspeed agit à titre de partie principale, le volume en dollars traité a augmenté de plus de 300 % pour s'établir à 2,2 G\$, comparativement à 0,6 G\$ pour la période correspondante de l'exercice précédent, et le nombre d'emplacements clients utilisant ces solutions a augmenté de 195 %. La récente acquisition de Vend a également contribué à l'augmentation des produits tirés du traitement des transactions.
- Compte non tenu de la récente acquisition d'Ecwid, le RMPU mensuel de nos emplacements clients a augmenté à environ 290 \$, comparativement à environ 180 \$ pour le trimestre correspondant de l'exercice précédent. Compte tenu de l'incidence sur les résultats du trimestre d'Ecwid, dont les quelque 156 000 emplacements clients affichent un RMPU plus faible que les autres emplacements, le RMPU mensuel s'établit à environ 155 \$ par emplacement client.
- Pour le trimestre, Lightspeed a enregistré un VTB de 20,4 G\$, en hausse de 124 % sur 12 mois. Le VTB du secteur de la vente au détail omnicanale a augmenté de 115 % et celui du secteur de l'hôtellerie, de 137 %. La croissance interne du VTB a été de 53 % sur 12 mois, avec une croissance interne de 36 % du VTB pour le secteur de la vente au détail omnicanale et de 79 % du VTB pour le secteur de l'hôtellerie.
- Au 31 décembre 2021, des avances de fonds aux commerçants de 5,3 M\$ étaient en cours, en hausse de 13 % par rapport au trimestre précédent.
- Le BAIIA ajusté pour le trimestre s'établissait à (7,1) M\$ comparativement à (6,6) M\$ pour le trimestre correspondant de l'exercice précédent. En pourcentage des produits des activités ordinaires, le BAIIA ajusté représentait (4,7) % des produits des activités ordinaires, contre (11,4) % pour le trimestre correspondant de l'exercice précédent. Le ratio charges d'exploitation (frais de vente et de commercialisation, frais de recherche et de développement et frais généraux et administratifs)/produits des activités ordinaires a diminué au cours du trimestre considéré par rapport au trimestre correspondant de l'exercice précédent, la Société bénéficiant de son envelopure accrue.
- Après le trimestre, la Société a annoncé la nomination au conseil d'administration de Nathalie Gaveau et de Dale Murray, deux entrepreneures en technologie de renommée internationale qui feront profiter de leurs vastes connaissances des marchés de l'Europe et de la région Asie-Pacifique un conseil réputé.

Perspectives financières

Les principaux moteurs de croissance de Lightspeed affichent encore une bonne performance, l'augmentation du nombre d'emplacements clients, l'adoption accrue des logiciels et la progression du VTB étant tous des facteurs qui soutiennent les opportunités à long terme de la Société. À court terme, étant donné la part croissante des produits tirés du traitement des transactions dans la composition des produits des activités ordinaires, le caractère saisonnier pourrait influencer davantage sur les produits trimestriels, en particulier au quatrième trimestre de la Société. Les prévisions financières à court terme tiennent compte de l'incidence du caractère saisonnier des produits tirés du traitement des transactions et de l'environnement macroéconomique incertain, plus particulièrement des effets persistants de la pandémie de COVID-19, notamment du variant Omicron. Malgré tout, la Société prévoit enregistrer une solide croissance pour le quatrième trimestre par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent. À la lumière de ces facteurs, Lightspeed prévoit que ses produits des activités ordinaires et son BAIIA ajusté s'inscrivent dans les fourchettes suivantes :

Exercice 2022

- Produits des activités ordinaires : de 540 M\$ à 544 M\$, en hausse par rapport aux prévisions précédentes de 520 M\$ à 535 M\$
- BAIIA ajusté : perte d'environ (45) M\$, conformément aux prévisions précédentes de (40) M\$ à (45) M\$, ou environ (8) % en pourcentage des produits des activités ordinaires

Cette prévision annuelle suppose ce qui suit pour le quatrième trimestre :

Quatrième trimestre de 2022

- Produits des activités ordinaires : de 138 M\$ à 142 M\$
- BAIIA ajusté : perte d'environ (20) M\$, ou environ (14) % en pourcentage des produits des activités ordinaires

La Société demeure convaincue qu'un taux de croissance interne des produits tirés des abonnements et du traitement des transactions^[5] de l'ordre de 35 % à 40 % par année est réalisable.

Lors du calcul du BAIIA ajusté inclus dans nos perspectives financières du quatrième trimestre de l'exercice 2022, nous avons tenu compte de mesures conformes aux IFRS, notamment des produits des activités ordinaires, du coût direct des produits et des charges d'exploitation. Nos perspectives financières se fondent sur certaines hypothèses, dont les suivantes : les territoires où Lightspeed mène des activités importantes ne renforceront pas considérablement les mesures strictes mises en place pour ralentir la propagation de la COVID-19 ou ne mettront pas en place de nouvelles mesures du fait de la recrudescence du virus; les demandes d'arrêt temporaire d'abonnements et le roulement de la clientèle attribuable aux faillites demeureront conformes aux prévisions; notre capacité à accroître le nombre de nos emplacements clients demeurera conforme aux prévisions; nos flux de revenus tirés des recommandations de nos partenaires demeurent conformes aux taux historiques (particulièrement avec la croissance continue de Lightspeed Payments, qui fait concurrence aux solutions qu'offrent certains de ces partenaires); les utilisateurs qui adoptent nos solutions de traitement des paiements ont un VTB moyen égal ou supérieur aux prévisions; les taux d'adoption futurs des solutions de traitement des paiements demeurent conformes aux taux passés et aux attentes; notre capacité à fixer les prix de nos solutions de traitement des paiements est conforme à nos attentes et permet de réaliser des marges convenables; notre capacité à assurer l'expansion continue de nos solutions de paiement au-delà des clients nord-américains; le retour de tendances saisonnières historiques pour certains de nos marchés verticaux clés et l'incidence sur notre VTB et les produits tirés du traitement des transactions; notre capacité à susciter l'adoption de nos modules par notre clientèle; notre capacité à intégrer efficacement les entreprises que nous avons acquises et à tirer les avantages attendus de leur acquisition; notre capacité à attirer et maintenir en poste le personnel clé nécessaire à la réalisation de nos plans; notre capacité à gérer le roulement de notre clientèle; notre capacité à gérer les réductions de prix et les ententes de report de paiement; les hypothèses relatives aux taux de change. Nos perspectives financières, et notamment les diverses hypothèses qui les sous-tendent, constituent de l'information prospective et doivent être lues dans l'esprit de la mise en garde concernant l'information prospective qui figure ci-après. En raison de nombreux facteurs, nos résultats, nos niveaux d'activité, notre rendement ou nos réalisations peuvent sensiblement s'écarter de ceux qui sont exprimés ou sous-entendus dans l'information prospective, y compris les risques et incertitudes liés aux éléments suivants : toute pandémie comme la COVID-19, le risque de recrudescence nouvelle ou continue de la COVID-19 ou d'apparition de nouveaux variants ou mutations dans les principales régions où nous sommes présents et son incidence sur les PME (notamment une hausse du roulement de la clientèle attribuable aux faillites); les demandes d'arrêt temporaire d'abonnements et les reports de décisions d'achat; notre incapacité à attirer et retenir des clients; notre incapacité à augmenter nos ventes; notre incapacité à mettre en place notre stratégie de croissance;

^[5] Perspectives financières, se reporter à la rubrique « Perspectives financières à long terme » du présent communiqué pour les hypothèses, les risques et les incertitudes liés au taux de croissance cible de Lightspeed, ainsi qu'à la rubrique « Énoncés prospectifs ».

notre incapacité à assurer l'accélération continue du déploiement mondial de nos solutions de paiement; notre appui sur un nombre restreint de fournisseurs des composantes de la technologie que nous offrons sur Lightspeed Payments; notre capacité à maintenir des stocks suffisants de matériel informatique; notre incapacité à améliorer la fonctionnalité, la performance, la fiabilité, la conception, la sécurité et l'extensibilité de notre plateforme; notre incapacité à livrer concurrence; les relations stratégiques avec des tiers; notre appui sur l'intégration de solutions de traitement de paiement de tiers; la compatibilité de nos solutions avec les applications et les systèmes de tiers; l'évolution de la technologie sur laquelle repose notre plateforme; notre incapacité à obtenir, maintenir et protéger notre propriété intellectuelle; les risques liés aux activités internationales et à l'usage de notre plateforme dans différents pays; notre situation de trésorerie et ressources en capital; les litiges et la conformité à la réglementation; les changements dans la législation fiscale et son application; notre aptitude à accroître nos moyens et nos capacités en matière de vente, de commercialisation et de soutien; le maintien de la qualité de notre service à la clientèle et de notre réputation; le contexte macroéconomique des PME et les fluctuations du change. L'information prospective a pour but de fournir au lecteur une description des attentes de la direction quant à notre rendement financier. Elle peut ne pas convenir à d'autres buts.

Perspectives financières à long terme

Nos cibles à long terme constituent des perspectives financières et de l'information prospective au sens donné par les lois sur les valeurs mobilières. La communication des cibles à long terme a pour but de fournir une description des attentes de la direction quant à notre modèle opérationnel prévu, à notre rendement financier et à nos perspectives de croissance à une étape future de nos activités. Ces renseignements pourraient ne pas convenir à d'autres fins.

La Société a eu recours à un certain nombre d'hypothèses dans la préparation de ses objectifs à long terme, notamment :

- le maintien d'une conjoncture favorable dans les principaux secteurs géographiques et marchés verticaux que nous desservons, notamment des niveaux relativement élevés de confiance des consommateurs, de revenu disponible et d'emploi;
- un recul durable de la pandémie de COVID-19, y compris les variants, et une immunité collective atteinte dans nos principaux secteurs géographiques et marchés verticaux, y compris la levée des mesures de distanciation physique et des autres restrictions d'ordre général sur ces marchés;
- l'adoption par nos clients de nos solutions de paiement conformément aux taux et aux attentes précédentes, et des nouveaux clients ayant un VTB moyen égal ou supérieur aux prévisions;
- notre capacité à fixer les prix de nos solutions de traitement des paiements conformément à nos attentes;
- notre capacité à assurer l'expansion continue de nos solutions de paiement au-delà des clients nord-américains;
- nos flux de revenus tirés des recommandations de nos partenaires demeurent conformes aux taux historiques (particulièrement avec la croissance soutenue de Lightspeed Payments, qui fait concurrence aux solutions qu'offrent certains de ces partenaires);
- une croissance à long terme du RMPU de 10 % ou plus par année, notamment une croissance du RMPU tiré des abonnements, conforme aux taux passés et aux attentes et stimulée par l'adoption par les clients de solutions et de modules supplémentaires et l'introduction de nouveaux modules, solutions et fonctionnalités;
- notre capacité à fixer les prix de nos solutions et de nos modules est conforme à nos attentes;
- une augmentation du nombre d'emplacements clients conforme aux taux passés et aux attentes, notamment une croissance interne soutenue du nombre d'emplacements clients d'environ 15 % par année;
- notre capacité à intégrer efficacement les entreprises que nous avons acquises et de tirer les avantages attendus de leur acquisition;
- notre capacité à attirer, former et maintenir en poste notre personnel clé;

- notre capacité à assurer le bon perfectionnement de nos effectifs et à en accroître le nombre, y compris pour nos activités de vente, de commercialisation, de service de soutien et de services technologiques, tant à l'échelle nationale qu'internationale;
- notre capacité à gérer le roulement de notre clientèle;
- notre capacité à gérer les demandes d'arrêt temporaire d'abonnements, les réductions de prix et les ententes de report de paiement;
- des hypothèses relatives aux taux de change et d'intérêt, y compris à l'inflation.

En raison de nombreux facteurs, nos résultats, nos niveaux d'activité, notre rendement ou nos réalisations peuvent sensiblement s'écarter de ceux qui sont exprimés ou sous-entendus dans de telles cibles, y compris les facteurs de risque présentés dans notre plus récent rapport de gestion et sous la rubrique « Facteurs de risque » de notre plus récente notice annuelle. En particulier, nos objectifs à long terme sont subordonnés à des risques et incertitudes liés aux éléments suivants :

- la pandémie de COVID-19, y compris le risque de recrudescence nouvelle ou continue dans les principales régions où nous sommes présents et l'incidence sur les PME, telle qu'une hausse du roulement de la clientèle attribuable aux faillites, les demandes d'arrêt temporaire d'abonnements, les reports de paiement et les reports de décisions d'achat;
- le risque lié à la chaîne d'approvisionnement et l'incidence des pénuries dans la chaîne d'approvisionnement sur nos commerçants;
- les autres facteurs macroéconomiques ayant une influence sur les PME;
- notre capacité à mettre en place notre stratégie de croissance;
- les investissements et les dépenses considérables nécessaires dans un avenir prévisible pour accroître nos activités;
- notre situation de trésorerie et nos ressources en capital, notamment notre capacité à obtenir du financement par actions ou par emprunt à des modalités satisfaisantes;
- notre capacité à accroître l'importance et l'ampleur des activités de la Société;
- notre capacité à assurer l'accélération soutenue du déploiement mondial de nos solutions de paiement;
- notre appui sur un nombre restreint de fournisseurs de composantes de la technologie que nous offrons avec nos solutions de paiement;
- notre capacité à améliorer la fonctionnalité, la performance, la fiabilité, la conception, la sécurité et l'extensibilité de notre plateforme;
- notre capacité à exercer une concurrence et à fixer de manière satisfaisante des prix pour nos solutions dans un marché très fragmenté et concurrentiel;
- les relations stratégiques avec des tiers, notamment notre appui sur l'intégration de solutions de traitement de paiement de tiers;
- notre capacité à maintenir des stocks suffisants de matériel informatique;
- la compatibilité de nos solutions avec les applications et les systèmes de tiers;
- l'évolution de la technologie sur laquelle repose notre plateforme;
- notre capacité à obtenir, maintenir et protéger notre propriété intellectuelle;
- les risques liés à nos activités et nos ventes à l'internationale et l'utilisation de notre plateforme dans divers pays;
- le caractère saisonnier de nos activités et de celles de nos clients;
- les litiges et la conformité réglementaire;

- notre capacité d'accroître nos moyens et nos capacités en matière de vente et à maintenir la qualité de notre service à la clientèle et notre réputation;
- Notre intention de poursuivre la recherche d'acquisitions ou d'autres occasions stratégiques, dont certaines pourraient être de taille importante ou entraîner des difficultés ou des coûts d'intégration importants, ou autrement avoir une incidence sur notre capacité à atteindre la rentabilité dans les délais prévus, si tant est que nous y parvenions.

Se reporter également à la rubrique « Énoncés prospectifs » du présent communiqué.

Conférence téléphonique et webdiffusion

Lightspeed tiendra une conférence téléphonique et une webdiffusion pour faire le point sur ses résultats financiers à 8 h, heure de l'Est, le jeudi 3 février 2022. Pour accéder à la conférence téléphonique, veuillez vous rendre en ligne à l'adresse <https://conferencingportals.com/event/rPYvDbSx>. Après votre inscription, des instructions vous seront fournies pour vous joindre à la conférence : numéro de téléphone, mot de passe unique et code d'identification. À l'heure de la conférence téléphonique, les participants inscrits pourront utiliser le numéro de téléphone fourni dans le courriel de confirmation, puis saisir leur mot de passe et leur code d'identification pour accéder directement à la conférence. La webdiffusion sera également transmise en direct à l'onglet Relations avec les investisseurs du site Web de la Société à l'adresse <https://investors.lightspeedhq.com>.

On pourra entendre la conférence en reprise du 3 février 2022, à partir d'environ 11 h, heure de l'Est, au 10 février 2022, 23 h 59, heure de l'Est, en composant le 1-800-770-2030 aux États-Unis et au Canada, ou le 647-362-9199 à l'international, ainsi que le code d'accès 74316. La webdiffusion sera archivée à l'onglet Relations avec les investisseurs du site Web de la Société à l'adresse <https://investors.lightspeedhq.com>.

Les états financiers consolidés intermédiaires résumés non audités de Lightspeed et le rapport de gestion pour le trimestre et la période de neuf mois clos le 31 décembre 2021 sont accessibles sur le site Web de Lightspeed à l'adresse <https://investors.lightspeedhq.com> et seront déposés sur SEDAR au www.sedar.com et sur EDGAR au www.sec.gov.

À propos de Lightspeed

Propulsant les commerces qui sont le moteur de l'économie mondiale, la plateforme de commerce tout-en-un de Lightspeed aide les commerçants à innover afin de simplifier, adapter et offrir des expériences client exceptionnelles. La solution infonuagique transforme et unifie les opérations en ligne et hors ligne, les ventes omnicanales, l'expansion avec de nouveaux emplacements, les paiements internationaux, le financement et la connexion aux réseaux de fournisseurs.

Fondée à Montréal, au Canada, Lightspeed est à la fois inscrite à la Bourse de New York et à celle de Toronto (NYSE : LSPD) (TSX : LSPD). Avec des équipes en Amérique du Nord, en Europe et en Asie-Pacifique, la Société est au service d'entreprises des secteurs du commerce de détail et de l'hôtellerie, ainsi que des exploitants de terrains de golf dans plus d'une centaine de pays.

Pour un complément d'information : www.lightspeedhq.com

Réseaux sociaux : [LinkedIn](#), [Facebook](#), [Instagram](#), [YouTube](#) et [Twitter](#)

Mesures non conformes aux IFRS

L'information présentée dans le communiqué inclut certaines mesures financières telles que le « BAIIA ajusté », le « BAIIA ajusté en pourcentage des produits des activités ordinaires », la « perte ajustée », la « perte ajustée par action » et les « flux de trésorerie ajustés liés aux activités d'exploitation ». Ces mesures ne sont pas reconnues par les IFRS, n'ont pas un sens standardisé prescrit par les IFRS et ne sont probablement pas comparables à des mesures analogues présentées par d'autres entreprises. Elles s'ajoutent plutôt aux mesures IFRS et constituent un complément d'information utile à une compréhension plus approfondie de nos résultats d'exploitation, tels que les comprend notre direction. Par conséquent, il faudrait se garder de considérer ces mesures isolément ou comme un substitut à l'analyse de notre information financière conforme aux IFRS. Ces mesures non conformes aux IFRS constituent pour l'investisseur des mesures supplémentaires de notre rendement d'exploitation et font ainsi ressortir les tendances qui touchent nos activités principales susceptibles de passer inaperçues lorsqu'on se fie uniquement aux mesures IFRS. Les analystes en valeurs mobilières, les investisseurs et d'autres parties intéressées utilisent fréquemment des mesures non conformes aux IFRS pour évaluer les sociétés émettrices. Notre direction se sert aussi des mesures non conformes aux IFRS pour comparer le rendement de l'exploitation d'une période à l'autre, préparer les budgets d'exploitation et les prévisions, et déterminer les composantes de la rémunération de la direction.

Le « BAIIA ajusté » est défini comme la perte nette après intérêts, impôt et amortissement, ou comme le BAIIA, après ajustement tenant compte de la rémunération à base d'actions et de la charge sociale qui s'y rapporte, de la charge de rémunération liée à des acquisitions déjà conclues, des profits et pertes de change, des frais liés aux transactions, des frais de restructuration et des provisions pour litiges.

Le « BAIIA ajusté en pourcentage des produits des activités ordinaires » est défini comme le BAIIA ajusté divisé par les produits des activités ordinaires.

La « perte ajustée » est définie comme la perte nette compte non tenu de l'amortissement des immobilisations incorporelles, après ajustement tenant compte de la rémunération à base d'actions et de la charge sociale qui s'y rapporte, de la charge de rémunération liée à des acquisitions déjà conclues, des profits et pertes de change, des frais liés aux transactions, des frais de restructuration, des provisions pour litiges et de la charge (produit) d'impôt différé.

La « perte ajustée en pourcentage des produits des activités ordinaires » est définie comme la perte ajustée divisée par nos produits des activités ordinaires.

La « perte ajustée par action » est définie comme la perte nette compte non tenu de l'amortissement des immobilisations incorporelles, après ajustement tenant compte de la rémunération à base d'actions et de la charge sociale qui s'y rapporte, de la charge de rémunération liée à des acquisitions déjà conclues, des frais liés aux transactions, des frais de restructuration, des provisions pour litiges et de la charge (produit) d'impôt différé, divisée par le nombre moyen pondéré d'actions ordinaires (de base et dilué).

Les « flux de trésorerie ajustés liés aux activités d'exploitation » sont définis comme les flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation, après ajustement tenant compte du paiement de la charge sociale se rapportant à la rémunération à base d'actions, du paiement des charges de rémunération liées aux acquisitions déjà conclues, du paiement des coûts de transaction repris dans le cadre des récentes acquisitions, du paiement des frais liés aux transactions, du paiement des frais de restructuration et des paiements des provisions constituées à l'égard de litiges, déduction faite des montants des assurances et des produits d'indemnisation reçus.

Se reporter aux tableaux financiers ci-après pour un rapprochement des mesures financières non conformes aux IFRS.

Indicateurs de rendement clés

La surveillance des indicateurs de rendement clés suivants nous permet d'évaluer notre entreprise, de mesurer notre rendement, d'identifier les tendances qui touchent nos activités, d'établir des plans d'entreprise et de prendre des décisions stratégiques. Ces indicateurs de rendement clés constituent pour l'investisseur des mesures supplémentaires de notre rendement d'exploitation et font ainsi ressortir les tendances qui touchent nos activités principales susceptibles de passer inaperçues lorsqu'on se fie uniquement aux mesures IFRS. Les analystes en valeurs mobilières, les investisseurs et d'autres parties intéressées utilisent fréquemment les mesures propres à un secteur pour évaluer les sociétés émettrices. La méthode dont nous nous servons pour calculer nos indicateurs de rendement clés peut se révéler différente de celle qu'utilisent d'autres entreprises pour calculer des mesures analogues.

Revenu moyen par utilisateur. Le « **revenu moyen par utilisateur** » ou « **RMPU** » correspond au total des produits tirés des abonnements et de solutions de traitement de transactions de la Société pour la période, divisé par le nombre d'emplacements clients de la Société pour cette période. Pour plus de précision et conformément à la méthode de calcul du RMPU utilisée par le passé, le nombre d'emplacements clients de la Société pour la période correspond au nombre moyen d'emplacements clients tout au long de la période.

Emplacements clients. Un « **emplacement client** » s'entend de l'emplacement d'un commerçant facturable pour lequel un contrat de service est en vigueur ou dont le renouvellement est en négociation et, dans le cas de NuORDER, une marque avec un abonnement payé direct ou indirect pour lequel les modalités de services sont toujours en vigueur ou dont le renouvellement est en négociation. Un seul client distinct peut avoir plusieurs emplacements clients, qu'il s'agisse d'emplacements physiques ou de sites de commerce électronique et, dans le cas de NuORDER, d'abonnements multiples. Dans la foulée de l'acquisition de NuORDER, la définition d'emplacements clients a été ajustée au cours du trimestre clos le 30 septembre 2021 pour inclure les marques ayant des abonnements payés directement ou indirectement.

Volume de transactions brut. Le « **volume de transactions brut** » ou « **VTB** » correspond à la valeur totale en dollars des transactions traitées sur notre plateforme infonuagique SaaS (compte non tenu des montants traités par la solution NuORDER) pour une période donnée, après déduction des remboursements, et avant déduction des frais de transport et de manutention, droits de douane et taxes à la valeur ajoutée. Le VTB est, selon nous, un indicateur du succès de nos clients et de la vigueur de notre plateforme. Le VTB ne représente pas des produits que nous avons gagnés. Nous avons exclu de notre VTB les montants traités au moyen de la solution de NuORDER parce qu'ils représentent un volume de transactions interentreprises plutôt qu'un volume de transactions d'entreprise à particulier et que nous n'avons actuellement pas de solution de paiement robuste pour le volume de transactions interentreprises.

Énoncés prospectifs

Le présent communiqué contient de l'« information prospective » et des « énoncés prospectifs » (ensemble, l'« information prospective »), au sens où l'entendent les lois sur les valeurs mobilières pertinentes. L'information prospective peut se rapporter aux perspectives financières (notamment les produits des activités ordinaires et le BAIIA ajusté) et aux événements ou résultats prévus; elle peut comprendre des renseignements sur notre situation financière, notre stratégie d'affaires, nos stratégies de croissance, les marchés à notre portée, nos budgets, nos activités d'exploitation, nos résultats financiers, nos impôts, notre politique en matière de dividendes, nos plans et nos objectifs. En particulier, est considérée comme prospective l'information sur nos attentes à l'égard des résultats, du rendement, des réalisations, des perspectives et des possibilités futurs ou des marchés sur lesquels nous exerçons nos activités, la réalisation de développements de notre plateforme et l'expansion de celle-ci; nos attentes concernant nos produits d'exploitation et le potentiel de nos solutions de paiement et autres solutions à dégager des produits d'exploitation; nos attentes à l'égard de

nos marges brutes et de notre rentabilité future, nos attentes concernant les résultats et les synergies au terme d'acquisitions et les répercussions futures de la pandémie de COVID-19.

Dans certains cas, l'information prospective se signale par la terminologie utilisée : « prévoir », « cibler », « s'attendre à », « il existe une possibilité que », « budget », « calendrier », « estimation », « suggérer », « perspectives », « prévision », « projection », « éventuel », « stratégie », « avoir l'intention de », « croire », « estimer » ainsi que diverses variations ou flexions de ces termes, notamment au futur, au conditionnel ou à la forme négative, de même que des mots, expressions ou énoncés stipulant que certains événements, résultats, actions ou mesures peuvent ou pourraient « se produire », « survenir », « être atteints » ou « être prises », ou l'inverse, et d'autres termes ou expressions de même nature. En outre, tout énoncé qui se rapporte à des attentes, intentions, projections ou autres allusions à des événements ou circonstances futurs contient de l'information prospective. Les énoncés contenant de l'information prospective ne concernent pas des faits passés; ils représentent les attentes, les estimations et les projections de la direction à l'égard d'événements ou de circonstances futurs.

L'information prospective est nécessairement fondée sur des opinions, estimations et hypothèses que nous jugeons appropriées et raisonnables à la date à laquelle elle est établie. L'information prospective est subordonnée à des risques connus ou inconnus, des incertitudes, des hypothèses et d'autres facteurs qui pourraient faire en sorte que les résultats, les niveaux d'activité, le rendement ou les réalisations obtenus soient largement différents de ceux qui sont expressément ou implicitement exprimés dans l'information prospective. Ces facteurs de risque englobent, mais ne s'y limitent pas, ceux mentionnés dans notre plus récent rapport de gestion, dans la rubrique « Facteurs de risque » de notre plus récente notice annuelle et dans les autres documents que nous avons déposés auprès des Autorités canadiennes en valeurs mobilières et de la Securities and Exchange Commission des États-Unis, qui peuvent être consultés sur SEDAR à l'adresse www.sedar.com, ou sur EDGAR, à l'adresse www.sec.gov.

Nous avons tenté de cerner tous les facteurs de risque importants susceptibles de faire en sorte que les résultats réels s'écartent de manière significative de ceux exposés dans l'information prospective; cependant, d'autres facteurs de risque qui ne sont pas connus pour l'instant ou que nous estimons négligeables à l'heure actuelle pourraient avoir cet effet. Le lecteur est prié de ne pas se fier indûment à l'information prospective, qui n'est valable qu'à la date à laquelle elle est établie. L'information prospective contenue dans le présent communiqué représente nos attentes à la date d'établissement de celui-ci (ou à toute autre date mentionnée) et est susceptible de changer après cette date. Nous nous dégageons de toute intention, de toute obligation et de tout engagement de mettre à jour ou de réviser l'information prospective, que ce soit par suite de nouvelles informations ou d'événements à venir ou pour toute autre raison, sauf si les lois sur les valeurs mobilières en vigueur l'exigent. Toute l'information prospective contenue dans le présent communiqué est expressément assujettie à la mise en garde qui précède.

Personnes-ressources :

Brandon Nussey

Chef des finances et de l'exploitation

Gus Papageorgiou

Responsable des relations avec les investisseurs

investorrelations@lightspeedhq.com

SOURCE Lightspeed Commerce Inc.

États consolidés résumés du résultat net et du résultat global
(en milliers de dollars américains, sauf les nombres d'actions
et les montants par action, non audité)

	Trimestres clos les 31 décembre		Périodes de neuf mois closes les 31 décembre	
	2021	2020	2021	2020
	\$	\$	\$	\$
Produits des activités ordinaires				
Abonnements	68 589	30 797	177 888	79 576
Traitement des transactions	75 839	21 732	197 315	47 430
Matériel informatique et autres produits	8 248	5 082	26 611	12 327
	152 676	57 611	401 814	139 333
Coût direct des produits				
Abonnements	19 164	9 304	51 535	20 518
Traitement des transactions	43 949	10 146	115 610	23 850
Matériel informatique et autres produits	10 562	4 857	33 149	11 361
	73 675	24 307	200 294	55 729
Marge brute	79 001	33 304	201 520	83 604
Charges d'exploitation				
Frais généraux et administratifs	21 655	20 765	67 013	35 794
Recherche et développement	32 005	16 382	84 313	38 262
Vente et commercialisation	55 308	28 056	149 271	63 893
Amortissement des immobilisations corporelles	1 315	758	3 204	1 609
Amortissement des actifs au titre de droits d'utilisation	2 078	956	5 711	2 655
Perte de change	327	778	582	1 548
Charge de rémunération liée à des acquisitions	19 012	2 258	30 058	9 663
Amortissement des immobilisations incorporelles	25 851	7 960	65 661	16 769
Restructuration	—	—	197	—
Total des charges d'exploitation	157 551	77 913	406 010	170 193
Perte d'exploitation	(78 550)	(44 609)	(204 490)	(86 589)
Produit (charge) d'intérêts net	1 029	(67)	1 974	(500)
Perte avant impôt sur le résultat	(77 521)	(44 676)	(202 516)	(87 089)
Charge (produit) d'impôt				
Exigible	96	20	821	118
Différé	(12 125)	(2 045)	(29 421)	(4 974)
Total du produit d'impôt	(12 029)	(2 025)	(28 600)	(4 856)
Perte nette	(65 492)	(42 651)	(173 916)	(82 233)
Autres éléments du résultat global				
<i>Éléments pouvant être reclassés dans la perte nette</i>				
Écarts de conversion liés aux établissements à l'étranger	(2 251)	8 070	(6 376)	21 039
Variation de la perte nette latente sur les instruments de couverture de flux de trésorerie	415	—	(530)	—
Total des autres éléments du résultat global	(1 836)	8 070	(6 906)	21 039
Total du résultat global	(67 328)	(34 581)	(180 822)	(61 194)
Perte nette par action – de base et diluée	(0,44)	(0,39)	(1,25)	(0,83)
Nombre moyen pondéré d'actions ordinaires (de base et dilué)	148 171 635	109 563 572	139 283 453	99 007 423

États consolidés résumés de la situation financière
(en milliers de dollars américains, non audité)

	Aux	
	31 décembre 2021	31 mars 2021
	\$	\$
Actif		
Actif courant		
Trésorerie et équivalents de trésorerie	966 659	807 150
Créances clients et autres débiteurs	50 710	24 771
Stocks	4 457	1 573
Autres actifs courants	35 122	24 171
Total de l'actif courant	1 056 948	857 665
Actifs au titre de droits d'utilisation liés à un contrat de location, montant net	27 540	21 206
Immobilisations corporelles, montant net	15 674	8 342
Immobilisations incorporelles, montant net	435 913	234 493
Goodwill	2 103 356	971 939
Autres actifs non courants	20 956	11 504
Actif d'impôt différé	61	170
Total de l'actif	3 660 448	2 105 319
Passif et capitaux propres		
Passif courant		
Créditeurs et charges à payer	69 894	65 052
Obligations locatives	7 498	5 120
Passif d'impôt exigible	6 092	114
Partie courante des produits différés	62 130	43 116
Total du passif courant	145 614	113 402
Produits différés	2 360	2 796
Obligations locatives	24 917	20 558
Dette à long terme	29 823	29 770
Charges sociales à payer se rapportant à la rémunération à base d'actions	1 267	3 154
Passif d'impôt différé	3 929	1 356
Total du passif	207 910	171 036
Capitaux propres		
Capital-actions	4 174 745	2 526 448
Capital apporté supplémentaire	86 657	35 877
Cumul des autres éléments du résultat global	2 809	9 715
Déficit cumulé	(811 673)	(637 757)
Total des capitaux propres	3 452 538	1 934 283
Total du passif et des capitaux propres	3 660 448	2 105 319

Tableaux consolidés résumés des flux de trésorerie
(en milliers de dollars américains, non audité)

	Périodes de neuf mois closes les 31 décembre	
	2021	2020
	\$	\$
Flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation		
Perte nette	(173 916)	(82 233)
Éléments sans effet sur la trésorerie et les équivalents de trésorerie		
Rémunération à base d'actions liée à des acquisitions	26 133	3 888
Amortissement des immobilisations incorporelles	65 661	16 769
Amortissement des immobilisations corporelles et des actifs au titre de droits d'utilisation liés à un contrat de location	8 915	4 264
Impôt sur le résultat différé	(29 421)	(4 974)
Charge de rémunération à base d'actions	66 982	20 957
Incidence du remplacement des attributions émises sur la rémunération à base d'actions	—	1 120
Perte de change latente	272	405
(Augmentation) diminution des actifs d'exploitation et augmentation (diminution) des passifs d'exploitation		
Créances clients et autres débiteurs	(11 095)	(4 633)
Stocks	(2 884)	(149)
Autres actifs	(22 590)	(10 381)
Créditeurs et charges à payer	(2 001)	(11 327)
Passif d'impôt exigible	451	2
Produits différés	1 727	(5 881)
Charges sociales à payer se rapportant à la rémunération à base d'actions	(2 136)	2 740
(Produit) charge d'intérêts net	(1 974)	500
Total – activités d'exploitation	(75 876)	(68 933)
Flux de trésorerie liés aux activités d'investissement		
Entrées d'immobilisations corporelles	(8 748)	(1 432)
Acquisition d'entreprises, déduction faite de la trésorerie acquise	(559 450)	(234 345)
Variation de dépôts à terme soumis à restrictions	344	—
Produit d'intérêts	4 122	1 639
Total – activités d'investissement	(563 732)	(234 138)
Flux de trésorerie liés aux activités de financement		
Produit de l'exercice d'options sur actions	16 925	13 327
Produit de l'émission de capital-actions	823 515	332 334
Frais d'émission d'actions	(34 135)	(18 874)
Règlement d'obligations locatives, déduction faite des avantages incitatifs à la location et des variations de dépôts de location soumis à restrictions	(5 088)	(2 763)
Coûts de financement	(1 445)	(1 250)
Total – activités de financement	799 772	322 774
Incidence des variations du change sur la trésorerie et les équivalents de trésorerie	(655)	1 974
Augmentation nette de la trésorerie et des équivalents de trésorerie au cours de la période	159 509	21 677
Trésorerie et équivalents de trésorerie à l'ouverture de la période	807 150	210 969
Trésorerie et équivalents de trésorerie à la clôture de la période	966 659	232 646
Intérêts versés	704	787
Impôt sur le résultat payé	687	37

Rapprochement des résultats conformes et non conformes aux IFRS

(en milliers de dollars américains, non audité)

	Trimestres clos les 31 décembre		Périodes de neuf mois closes les 31 décembre	
	2021	2020	2021	2020
	\$	\$	\$	\$
Perte nette	(65 492)	(42 651)	(173 916)	(82 233)
Rémunération à base d'actions et charge sociale qui s'y rapporte ¹⁾	21 968	18 370	67 441	33 611
Amortissement ²⁾	29 244	9 674	74 576	21 033
Perte de change ³⁾	327	778	582	1 548
(Produit) charge d'intérêts net ²⁾	(1 029)	67	(1 974)	500
Rémunération liée à des acquisitions ⁴⁾	19 012	2 258	30 058	9 663
Frais liés aux transactions ⁵⁾	1 017	6 970	8 781	9 156
Restructuration ⁶⁾	—	—	197	—
Provisions pour litiges ⁷⁾	(126)	—	1 079	—
Produit d'impôt	(12 029)	(2 025)	(28 600)	(4 856)
BAIIA ajusté	(7 108)	(6 559)	(21 776)	(11 578)

¹⁾ Ce poste se compose d'une charge hors trésorerie comptabilisée dans le cadre de l'émission d'options sur actions et autres attributions à nos employés et administrateurs aux termes de nos régimes d'intéressement à base de titres de capitaux propres et de la charge sociale qui s'y rapporte, étant donné que ces charges sont directement imputables à la rémunération à base d'actions. Il représente donc une estimation et est susceptible de changer. Pour le trimestre et la période de neuf mois clos le 31 décembre 2021, la charge de rémunération à base d'actions se chiffrait respectivement à 29 939 \$ et à 66 982 \$ (9 954 \$ et 22 077 \$ en décembre 2020) et la charge sociale qui s'y rapporte était respectivement un produit de 7 971 \$ et une charge de 459 \$ (charges de 8 416 \$ et de 11 534 \$ en décembre 2020).

²⁾ Conformément à IFRS 16 *Contrats de location*, la perte nette comprend un amortissement des actifs au titre de droits d'utilisation de 2 078 \$ et une charge d'intérêts liée aux obligations locatives de 305 \$, et exclut des charges locatives de 2 039 \$ pour le trimestre clos le 31 décembre 2021 (956 \$, 253 \$ et 1 022 \$, respectivement, pour le trimestre clos le 31 décembre 2020). Pour la période de neuf mois close le 31 décembre 2021, la perte nette comprend l'amortissement des actifs au titre de droits d'utilisation de 5 711 \$, une charge d'intérêts liée aux obligations locatives de 916 \$, et exclut des charges locatives de 6 022 \$ (2 655 \$, 745 \$ et 2 848 \$, respectivement, pour la période de neuf mois close le 31 décembre 2020).

³⁾ Ces pertes hors trésorerie sont liées à la conversion de devises.

⁴⁾ Ces coûts représentent une partie de la contrepartie versée aux entreprises acquises qui dépend des obligations d'emploi continu de certains employés clés des entreprises acquises en question, ou de l'atteinte de certains critères de performance.

⁵⁾ Ces frais se rapportent aux honoraires professionnels, juridiques et comptables, aux honoraires de services-conseils et autres honoraires liés à nos premiers appels publics à l'épargne et à nos acquisitions, qui n'auraient par ailleurs pas été engagés.

⁶⁾ Parallèlement aux acquisitions par la Société de ShopKeep et d'Upserve, certaines fonctions et la structure de gestion connexe ont été modifiées afin de réaliser des synergies et d'assurer une agilité organisationnelle. Les frais associés à cette réorganisation ont été comptabilisés à titre de frais de restructuration.

⁷⁾ Ces coûts représentent les provisions constituées et les autres coûts, tels que les honoraires juridiques, engagés à l'égard de litiges hors du cours normal des activités, déduction faite des montants couverts par les assurances et des indemnisations.

Rapprochement des résultats conformes et non conformes aux IFRS (suite)

(en milliers de dollars américains, non audité)

	Trimestres clos les 31 décembre		Périodes de neuf mois closes les 31 décembre	
	2021	2020	2021	2020
	\$	\$	\$	\$
Perte nette	(65 492)	(42 651)	(173 916)	(82 233)
Rémunération à base d'actions et charge sociale qui s'y rapporte ¹⁾	21 968	18 370	67 441	33 611
Amortissement des immobilisations incorporelles	25 851	7 960	65 661	16 769
Rémunération liée à des acquisitions ²⁾	19 012	2 258	30 058	9 663
Frais liés aux transactions ³⁾	1 017	6 970	8 781	9 156
Restructuration ⁴⁾	—	—	197	—
Provisions pour litiges ⁵⁾	(126)	—	1 079	—
Produit d'impôt différé ⁶⁾	(12 125)	(2 045)	(29 421)	(4 974)
Perte ajustée	(9 895)	(9 138)	(30 120)	(18 008)

Voir les notes sous le tableau suivant.

Rapprochement des résultats conformes et non conformes aux IFRS (suite)

(non audité)

	Trimestres clos les 31 décembre		Périodes de neuf mois closes les 31 décembre	
	2021	2020	2021	2020
	\$	\$	\$	\$
Perte nette par action – de base et diluée	(0,44)	(0,39)	(1,25)	(0,83)
Rémunération à base d'actions et charge sociale qui s'y rapporte ¹⁾	0,15	0,17	0,48	0,34
Amortissement des immobilisations incorporelles	0,17	0,07	0,47	0,17
Rémunération liée à des acquisitions ²⁾	0,13	0,02	0,22	0,10
Frais liés aux transactions ³⁾	0,01	0,06	0,06	0,09
Restructuration ⁴⁾	0,00	0,00	0,00	0,00
Provisions pour litiges ⁵⁾	0,00	0,00	0,01	0,00
Produit d'impôt différé ⁶⁾	(0,08)	(0,02)	(0,21)	(0,05)
Perte ajustée par action – de base et diluée	(0,07)	(0,08)	(0,22)	(0,18)
Nombre moyen pondéré d'actions ordinaires (de base et dilué)	148 171 635	109 563 572	139 283 453	99 007 423

¹⁾ Ce poste se compose d'une charge hors trésorerie comptabilisée dans le cadre de l'émission d'options sur actions et autres attributions à nos employés et administrateurs aux termes de nos régimes d'intéressement à base de titres de capitaux propres et de la charge sociale qui s'y rapporte, étant donné que ces charges sont directement imputables à la rémunération à base d'actions. Il représente donc une estimation et est susceptible de changer. Pour le trimestre et la période de neuf mois clos le 31 décembre 2021, la charge de rémunération à base d'actions se chiffrait respectivement à 29 939 \$ et à 66 982 \$ (9 954 \$ et 22 077 \$ en décembre 2020) et la charge sociale qui s'y rapporte était respectivement un produit de 7 971 \$ et une charge de 459 \$ (charges de 8 416 \$ et de 11 534 \$ en décembre 2020).

²⁾ Ces coûts représentent une partie de la contrepartie versée aux entreprises acquises qui dépend des obligations d'emploi continu de certains employés clés des entreprises acquises en question, ou de l'atteinte de certains critères de performance.

³⁾ Ces frais se rapportent aux honoraires professionnels, juridiques et comptables, aux honoraires de services-conseils et autres honoraires liés à nos premiers appels publics à l'épargne et à nos acquisitions, qui n'auraient par ailleurs pas été engagés.

⁴⁾ Parallèlement aux acquisitions par la Société de ShopKeep et d'Upserve, certaines fonctions et la structure de gestion connexe ont été modifiées afin de réaliser des synergies et d'assurer une agilité organisationnelle. Les frais associés à cette réorganisation ont été comptabilisés à titre de frais de restructuration.

⁵⁾ Ces coûts représentent les provisions constituées et les autres coûts, tels que les honoraires juridiques, engagés à l'égard de litiges hors du cours normal des activités, déduction faite des montants couverts par les assurances et des indemnités.

⁶⁾ Contrairement à la perte nette ajustée et à la perte nette ajustée par action présentées au cours des trimestres précédents, la perte ajustée rajuste la perte nette et la perte ajustée par action rajuste la perte nette par action au titre du produit d'impôt différé. Nous sommes d'avis que ces ajustements constituent des mesures plus utiles pour nos parties prenantes que la perte nette ajustée étant donné que la majeure partie de notre charge (produit) d'impôt différé découle de nos acquisitions, et non de nos activités dans le cours normal des activités.

Rapprochement des résultats conformes et non conformes aux IFRS (suite)
(en milliers de dollars américains, non audité)

	Trimestres clos les 31 décembre		Périodes de neuf mois closes les 31 décembre	
	2021	2020	2021	2020
	\$	\$	\$	\$
Flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation	(48 236)	(54 143)	(75 876)	(68 933)
Charge sociale se rapportant à la rémunération à base d'actions ¹⁾	1 751	1 033	4 797	735
Rémunération liée à des acquisitions ²⁾	3 673	—	7 093	7 263
Païement des coûts de transaction repris dans le cadre des récentes acquisitions ³⁾	112	31 366	540	31 366
Frais liés aux transactions ⁴⁾	3 798	2 001	11 237	2 916
Restructuration ⁵⁾	—	—	1 089	—
Provisions pour litiges ⁶⁾	1 487	—	(288)	—
Flux de trésorerie ajustés liés aux activités d'exploitation	(37 415)	(19 743)	(51 408)	(26 653)

- ¹⁾ Ces montants représentent les entrées et sorties de trésorerie associées aux charges sociales liées aux options sur actions et autres attributions émises à nos employés et administrateurs dans le cadre de nos régimes d'intéressement à base de titres de capitaux propres.
- ²⁾ Ces montants représentent la sortie de trésorerie associée à une partie de la contrepartie versée aux entreprises acquises, qui se rattache aux obligations d'emploi continu de certains employés clés des entreprises acquises en question, ou de l'atteinte de certains critères de performance.
- ³⁾ Ces ajustements se rapportent au règlement des frais liés aux transactions des entreprises cibles qui ne s'inscrivaient pas dans le cours normal des activités pour nos acquisitions et qui ont été repris à titre de passifs aux dates d'acquisition pertinentes. À la clôture de chacune de ces transactions, Lightspeed a retenu des montants pour ces passifs, qui auraient autrement été payés aux vendeurs dans le cadre des transactions. Ces montants n'ont pas été pris en compte dans la perte nette de Lightspeed puisqu'ils ont déjà été comptabilisés en charge par les sociétés acquises avant la clôture de chaque transaction.
- ⁴⁾ Ces montants représentent les sorties de trésorerie liées aux honoraires professionnels, juridiques et comptables, aux honoraires de services-conseils et autres honoraires liés à nos premiers appels publics à l'épargne et à nos acquisitions, qui n'auraient par ailleurs pas été engagés.
- ⁵⁾ Parallèlement aux acquisitions par la Société de ShopKeep et d'Upserve, certaines fonctions et la structure de gestion connexe ont été modifiées afin de réaliser des synergies et d'assurer une agilité organisationnelle. Les frais associés à cette réorganisation ont été comptabilisés à titre de frais de restructuration.
- ⁶⁾ Ces coûts représentent les entrées et sorties de trésorerie au titre des provisions constituées et les autres coûts, tels que les honoraires juridiques, engagés à l'égard de litiges hors du cours normal des activités, déduction faite des montants reçus au titre des assurances et des produits d'indemnisation.

Rapprochement des résultats conformes et non conformes aux IFRS (suite)

Le tableau ci-après présente la charge de rémunération à base d'actions et la charge sociale qui s'y rapporte, les frais liés aux transactions engagés dans le cadre des acquisitions et mobilisations de capitaux par la Société ainsi que les provisions pour litiges et autres coûts engagés dans le cadre de litiges hors du cours normal des activités, déduction faite des montants couverts par les assurances et les indemnités, inclus avec ces charges dans les résultats d'exploitation.

(en milliers de dollars américains, sauf les pourcentages, non audité)

	Trimestres clos les 31 décembre		Périodes de neuf mois closes les 31 décembre	
	2021	2020	2021	2020
	\$	\$	\$	\$
Marge brute	79 001	33 304	201 520	83 604
En pourcentage des produits	51,7 %	57,8 %	50,2 %	60,0 %
Ajouter : Rémunération à base d'actions et charge sociale qui s'y rapporte	1 202	1 329	4 196	2 367
Marge brute non conforme aux IFRS	80 203	34 633	205 716	85 971
En pourcentage des produits	52,5 %	60,1 %	51,2 %	61,7 %
Frais généraux et administratifs	21 655	20 765	67 013	35 794
En pourcentage des produits	14,2 %	36,0 %	16,7 %	25,7 %
Déduire : Rémunération à base d'actions et charge sociale qui s'y rapporte	5 467	4 485	15 641	8 051
Déduire : Frais liés aux transactions	708	6 674	7 877	8 279
Déduire : Provisions pour litiges	(126)	—	1 079	—
Frais généraux et administratifs non conformes aux IFRS	15 606	9 606	42 416	19 464
En pourcentage des produits	10,2 %	16,7 %	10,6 %	14,0 %
Frais de recherche et développement	32 005	16 382	84 313	38 262
En pourcentage des produits	21,0 %	28,4 %	21,0 %	27,5 %
Déduire : Rémunération à base d'actions et charge sociale qui s'y rapporte	7 226	4 873	19 386	9 898
Frais de recherche et développement non conformes aux IFRS	24 779	11 509	64 927	28 364
En pourcentage des produits	16,2 %	20,0 %	16,2 %	20,4 %
Frais de vente et de commercialisation	55 308	28 056	149 271	63 893
En pourcentage des produits	36,2 %	48,7 %	37,1 %	45,9 %
Déduire : Rémunération à base d'actions et charge sociale qui s'y rapporte	8 073	7 683	28 218	13 295
Déduire :	309	296	904	877
Frais de vente et de commercialisation non conformes aux IFRS	46 926	20 077	120 149	49 721
En pourcentage des produits	30,7 %	34,8 %	29,9 %	35,7 %